



PRÉFET DU BAS-RHIN

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

ARRÊTÉ

du 12 DEC. 2017

**mettant la société ITW en demeure de respecter
les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1997
autorisant l'exploitation des installations sur le territoire de la commune d'Ingwiller**

**Le Préfet de la région Grand Est
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, L.512-1 et L.171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 mars 1997 autorisant la société ITW à exploiter, en régularisation administrative, les activités de transformation de matières plastiques exploitées sur le territoire de la commune d'INGWILLER ;

VU le rapport, transmis à l'exploitant, de l'inspection des installations classées, en date du 03 novembre 2017 ;

CONSIDERANT que le système d'ouverture des trappes de désenfumage de la zone de production n'est pas proche d'un accès à la zone ;

CONSIDERANT que ce constat constitue un non-respect des prescriptions de l'article 15.1 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1997 ;

CONSIDERANT que les alarmes présentes sur le site sont uniquement sonores et non sonores et lumineuses ;

CONSIDERANT que la zone de production, qui est une zone présentant un risque incendie, ne dispose pas d'un système de détection d'un incendie ;

CONSIDERANT que ces constats constituent des non-respects des prescriptions de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1997 ;

CONSIDERANT qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRETE

Article 1^{er} La société ITW dont le siège social se situe 2 rue du Wittholz à Ingwiller, est mise en demeure de respecter sous six mois à compter de la notification du présent arrêté :

Les prescriptions des articles 15.1 et 16.1 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1997 susvisés. Les points faisant l'objet de la mise en demeure sont repris ci-après :

« Article 15.1

[...]

Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie devra pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements devra en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement, les dispositions de commande seront reportées près des accès et devront être facilement repérables et aisément accessibles.

[...] »

« Article 16.1

Les locaux comportant des risques d'incendie (en particulier les halls de stockages de produits finis) ou d'explosion seront équipés d'un réseau permettant la détection précoce d'un incendie.

Tout déclenchement du réseau de détection entraînera une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement (PC, poste de garde...), ou à l'extérieur (société de gardiennage ...) »

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin et la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société ITW par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire d'INGWILLER.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe


Nadia IDRI